

l'U.R.S.S. en tant que pays socialiste, mais en tant qu'Etat, faisant une politique d'Etat qui consistait à ne prendre en considération que ses propres besoins. Tito rompit d'autant moins en bourgeois qu'il accompagna son émancipation de la tutelle soviétique d'un ensemble de mesures proprement socialistes, peu propres à le ramener au capitalisme. Nationalisation du commerce, monopole sur le commerce extérieur, début de collectivisation dans les campagnes, mise au point d'un plan quinquennal d'industrialisation, et lancement de conseils ouvriers ayant pour but de commencer une véritable gestion ouvrière des entreprises. Si l'on tient compte de la formation stalinienne reçue par les communistes yougoslaves et des conditions de leur prise du pouvoir, il devient difficile de voir de bonne foi dans cette rupture « par delà les désaccords idéologiques, l'antagonisme fondamental entre deux Etats de nature différente ». Si la distance prise vis-à-vis de Moscou « était inscrite dans la logique des choses », ce n'est en tout cas pas de la matière dont *Lutte Ouvrière* l'interprète qu'il faut le voir.

L'évolution depuis 1948

C'est là que nous attendent les camarades de *Lutte Ouvrière* : « Depuis cette date, sans l'aide des pays impérialistes et surtout du plus puissant d'entre eux, l'impérialisme U.S., le régime yougoslave se serait économiquement effondré. » Et encore : « Depuis 1948, la Yougoslavie a suivi une évolution régulière, conforme à sa nature de classe. » Il est de fait que la Yougoslavie se trouve actuellement bien loin de ce que devrait être l'Etat ouvrier idéal. Mais sa collaboration de plus en plus étroite avec le capitalisme, sa politique de répression vis-à-vis des forces révolutionnaires qui surgissent dans le pays font-ils du P.C.Y. autre chose qu'un parti revenu au bercail de la bureaucratie stalinienne ? La Yougoslavie est-elle allée plus loin dans la voie de la coexistence pacifique et de l'abandon d'un certain nombre de principes pourtant remis à l'ordre du jour dans le programme de 1958, que l'U.R.S.S. elle-même ? En 1958 encore, après quelques années de pragmatisme et de zigzags, la direction du P.C.Y. soumettait à une critique virulente son propre processus de bureaucratiation et la politique de l'U.R.S.S., provoquant une nouvelle dénonciation du « tittisme » de la part du Kremlin. Cela ne l'a pas empêchée de prendre un nouveau cours à droite, nous rétorquera-t-on. Nous ne le nions pas.

Mais quand bien même la Yougoslavie serait, comme il semble fondé de le penser, le « pays de l'Est » le plus étroitement en rapport avec les U.S.A. et l'impérialisme en général, tant que ne s'est pas produite une contre-révolution politique et sociale remettant en cause tous les acquis de la révolution, on ne peut pas dire que la Yougoslavie soit devenue un pays capitaliste. Sachant que, selon Trotsky, c'est faire du réformisme à l'envers que de croire que l'on peut rétrograder *pacifiquement* d'un régime socialiste même dégénéré au capitalisme, les camarades de *Lutte Ouvrière* préfèrent proclamer que le pays n'a jamais été socialiste. Ainsi ne « devient-il pas ce qu'il a toujours été, un Etat bourgeois. » La nature de ces Etats, masquée, déformée, mais nulle-

ment transformée par le poids de la bureaucratie russe, se manifeste de plus en plus. » Or, ainsi que le rappelle le camarade Mandel dans son article sur l'U.R.S.S. du numéro de septembre 1970 de la revue *IV^e Internationale*, « ce qui s'est produit en Tchécoslovaquie en 1968, et surtout ce qui se produit en Yougoslavie depuis la « réforme économique » démontrent [...] le bien fondé de notre hypothèse « optimiste » : *Il sera impossible de dissoudre les rapports de production planifiés [...] sans écraser au préalable la résistance farouche du prolétariat.* »

Pour conclure

Lorsque les camarades de *Lutte Ouvrière* caractérisent les pays de démocratie populaire comme des Etats bourgeois, ils prennent bien soin de ne pas tenir compte — ou de tenir pour secondaire — la nature des rapports de production qui régissent l'économie de ces pays. Cela sous prétexte de ne pas faire, comme nous le ferions, de liaison mécaniste entre ces rapports de production et la nature de classe de ces Etats : on démontre donc qu'ils sont « bourgeois », mais on se garde de préciser s'ils ont une économie de type capitaliste et pourquoi. Et il ne suffit pas de dire qu'ils font leur possible pour préparer le retour au « bercail du capitalisme » : à l'heure présente, quelle est leur nature ? Vers où vont-ils en fonction de leur mode de production actuel ?

Nous avons essayé de montrer que les Etats de démocratie populaire reposaient sur la même structure économico-sociale que l'U.R.S.S., et cela nous permet de préciser ce que nous entendons par « Etat ouvrier dégénéré ». D'une part, nous rappelons que les pays de l'Europe orientale, pas plus que l'U.R.S.S., ne sont pour nous des pays « socialistes » au sens propre du terme. Ce sont des sociétés de transition entre le capitalisme et le socialisme, et dont les problèmes sont accrus du fait de l'excroissance bureaucratique qui soumet la croissance économique aux intérêts de sa propre consommation. Société de transition, cela veut dire que dans ces Etats, « la formation socio-économique combine des traits particuliers à différents modes de production, et n'est abordable que sous la lumière du développement inégal et combiné ». La contradiction essentielle, aggravée par la gestion bureaucratique, se trouve entre la planification de l'économie reposant sur la propriété collective des moyens de production, et la répartition des biens de consommation qui échappe au plan, entre la planification et la loi de la valeur qui régit encore les échanges de biens de consommation. Cette « lutte des deux lois », qu'avait déjà analysée Préobrajenski, et qui doit se conclure, avec le développement des forces productives, par la victoire de l'une ou l'autre, régit *encore actuellement* l'économie des « Etats ouvriers », dans la mesure où la gestion bureaucratique de ces Etats n'a pas permis la croissance des forces productives qui autoriserait la répartition des produits selon les besoins et non plus selon les normes bourgeoises de distribution, et où se sont exacerbés les problèmes et les conflits dans la sphère-même de l'économie.

Dès lors, on assiste, tant dans les démocraties populaires qu'en U.R.S.S., à une évolution qui ne remet en rien en cause le schéma